

La sécurisation des installations pétrolières dans le contexte d'une invasion : l'opération *Iraqi Freedom*

Lors de la phase de planification opérationnelle de l'invasion, une des principales préoccupations du Département de Défense américain a été d'anticiper d'éventuels attentats contre les installations pétrolières. Instruit par les leçons de la guerre du Golfe et de l'opération « Desert Storm », durant les premiers jours de laquelle 740 puits de pétrole koweïtiens avaient été incendiés, les Américains ont échafaudé des plans pour prévenir leur destruction et gérer la phase de reconstruction des infrastructures.

La prise de contrôle des champs pétroliers par les forces spéciales américaines

Au lancement de l'opération « Iraqi Freedom », l'un des buts de la surprise opérative consistait à s'emparer des infrastructures pétrolières de la région de Bassora, où se trouvent les deux tiers des 1683 puits du pays, avant que les Irakiens n'aient le temps de les saboter. La destruction des stations de pompage et d'une grande partie des puits aurait pu mettre en échec toute l'avancée américaine et constituait par conséquent un enjeu stratégique pour la suite du déroulement des opérations. Cette prise de contrôle des installations pétrolières irakiennes, telle qu'elle a été élaborée dans l'optique « préemptive » du Pentagone, supposait une action reposant sur la fulgurance et le déploiement de divisions interarmes légères extrêmement flexibles et capables de conduire des manœuvres multiaxiales. C'est pourquoi cette mission a incombé aux forces spéciales américaines. C'est le principal enseignement opérationnel qu'on peut tirer du retour d'expérience américain. Les forces spéciales ont été positionnées dans le pays plusieurs jours avant le déclenchement de l'offensive terrestre, et ont été engagées durant la nuit du 20 mars. Plusieurs postes d'observations irakiens situés le long de la frontière séparant le pays du Koweït et de l'Arabie Saoudite ont été détruits pour faciliter leur action. Il faut noter que le Central Command a justement avancé de 24 heures son offensive terrestre pour prendre de court les tentatives de sabotage de l'armée irakienne sur les puits de pétrole au sud. Le premier objectif a consisté à déployer au moins deux brigades aéroportées dans la région de Kirkuk pour appuyer les actions commandos menées sur les installations pétrolières et s'emparer de toute la zone pétrolifère en bordure du Kurdistan, en empêchant toute poussée irakienne à travers ce secteur. Le Central Command prévoyait ensuite d'engager une division de Marines dans le secteur de Bassora pour s'emparer des sites pétroliers de la région, et verrouiller les issues de la ville de Bassora ainsi que la frontière avec l'Iran, avant de poursuivre la poussée en direction du nord-ouest de part et d'autre du Tigre jusqu'à Bagdad. Initialement cette mission devait incomber à la 101ème division aéroportée, mais celle-ci, retenue dans le « triangle » chiite, a du laisser sa place à la 1^{ère} force expéditionnaire de Marines et la 1^{ère} division britannique qui ont agi de concert.

Cette prise de contrôle des installations pétrolifères a été menée en parallèle avec l'encerclement des villes, le pilonnage des positions statiques irakiennes, leur grignotage progressif à partir du Kurdistan, la sécurisation des barrages hydroélectriques, la destruction des réseaux de conduite, la prise de contrôle des aérodromes et des routes à l'ouest, et enfin la surveillance permanente du territoire par l'observation aérienne et satellitaire. C'est cette simultanéité d'actions dispersées qui a entraîné une saturation et un aveuglement de l'appareil politico-militaire irakien et signé le succès américain. L'action des forces spéciales a porté ses fruits puisque, pendant la phase d'invasion, seuls 9 puits ont été incendiés au sud, et ceux situés dans le secteur Mossoul-Kirkouk sont, semble-t-il, restés saufs, notamment grâce aux actions offensives des marines. Hors de toute considération idéologique, la prise de contrôle des champs pétroliers a donc constitué un véritable succès opérationnel pour les forces spéciales américaines. On peut cependant considérer que le commandement américain a commis une erreur d'appréciation en se focalisant sur les champs de pétrole et en faisant l'impasse sur les pipe-lines. En effet, si Saddam Hussein n'avait pas de projets de

destruction des champs pétroliers, comme on a pu l'apprendre par la suite, il en avait en revanche en ce qui concerne les oléoducs d'exportation. De même, au cours de la percée dans Bagdad, les troupes américaines n'ont pu prévenir le pillage du Ministère du Pétrole et la destruction de données précieuses sur la prospection sismique et sur les forages, qui a représenté une perte chiffrée en milliards de dollars. Autre lacune à signaler : le fait de ne pas disposer d'une cartographie des infrastructures d'une échelle inférieure à 1: 500 000 (les combats dans le Port d'Um-Qsar ont été rendus plus difficiles qu'ils n'auraient dû l'être parce que les forces anglo-américaines ne possédaient pas de documents décrivant précisément la localisation des installations portuaires de la région).

<u>Le rôle des sociétés militaires privées dans la préservation et la reconstruction des infrastructures</u>

Paradoxalement, c'est dans la période post-conflit que les difficultés se sont avérées pour l'armée états-unienne. *On a assisté, avec l'émergence de la guérilla, à une recrudescence des sabotages d'infrastructures. Les installations pétrolières sont spécifiquement ciblées par les rebelles*: en septembre 2003, 4 attaques sur le pipeline reliant Kirkuk à Ceyhan en Turquie ont suffi pour empêcher la reprise de toute livraison; entre août et décembre 2003, 85 attaques ont été commises contre les infrastructures pétrolières irakiennes, et le pipeline nord n'a pu être remis en état avant mars 2004. La livraison de l'électricité est également affectée par les attaques (plusieurs centaines de kilomètres de câbles abattus), de même que les conduits de distribution d'eau. *Les sabotages n'ont en revanche que partiellement entravé la production pétrolière irakienne*, qui a fait l'objet d'efforts d'investissement considérables. Sous Saddam Hussein, la production de pétrole oscillait entre 2,1 et 2,5 millions de barils par jour, dont 75% était exporté. De 300 000 barils quotidiens sans exportation en mai, la coalition a atteint 2 millions de barils à la fin septembre 2003, puis 2,5 millions début janvier 2004. Autrement dit, le volume de pétrole irakien produit et vendu égale aujourd'hui les quantités obtenues avant la guerre, alors même que le pipeline nord est resté plusieurs mois hors service.

C'est au savoir-faire des entreprises privées mandatées à cet effet qu'est due une telle efficacité. Alors que pendant la première guerre du Golfe seules une dizaine de ces sociétés militaires privées étaient présentes sur le théâtre d'opérations, leur nombre s'est multiplié aujourd'hui puisqu'on compte 1 employé militaire privé pour 10 militaires conventionnels. La phase de reconstruction est d'ailleurs dévolue quasi intégralement à Halliburton, société géante spécialisée dans la logistique et la sécurité pétrolière. Cette présence accrue d'Halliburton en Irak en fait évidemment une cible privilégiée pour les rebelles irakiens (plus de 130 attaques ont été menées contre les employés du géant énergétique américain). Alors que Brown and Root, filiale d'Halliburton, a en charge l'extinction des puits pétroliers incendiés et la gestion globale des infrastructures, c'est Erinys qui a pour mission la sécurité des infrastructures. Cette firme protège notamment les oléoducs de BP en Colombie. En Irak, Erinys a été engagée par le gouvernement américain pour former une garde paramilitaire de 6500 vigiles chargés d'assurer la sécurité des 140 installations pétrolières du pays. Cette formation paramilitaire est hybride car elle met en synergie des éléments strictement privés (mercenaires sud-africains issus de la défunte Executive Outcomes), des forces autochtones (autour du champ pétrolier de Baba Gurgur, à la périphérie de Kirkouk, tous les gardes sont des Kurdes, recrutés au sein des Peshmergas fidèles à Jalal Talabani, l'un des dirigeants du Kurdistan autonome, membre du Conseil de gouvernement irakien) et des éléments des forces spéciales américaines (les employés d'Erinys logent dans les mêmes bâtiments que certains membres des forces spéciales).